



Session du Conseil régional de Bretagne des 6,7 et 8 février 2014

Intervention de politique générale

René Louail pour Europe Écologie Les Verts Bretagne

Depuis le 21 novembre 2013, des centaines de milliers de manifestants ukrainiens se battent pour quitter le corset de fer de Poutine pour rejoindre l'espace de paix et de liberté qu'est l'Union Européenne. Nous ne pouvons qu'être admiratif devant la détermination des jeunes ukrainiens. Il nous faut soutenir avec force leur combat. Il nous faut condamner avec la plus grande fermeté la répression inacceptable, indigne et meurtrière du gouvernement envers son peuple. La jeunesse ukrainienne nous le rappelle au péril de sa vie, **l'Union européenne est encore porteuse d'espoir et de liberté. Elle est symbole de paix et de démocratie.** Pour nous qui défendons avec acharnement la construction d'une Europe des peuples, c'est le plus bel encouragement qui soit à continuer notre combat.

Car en même temps que l'Ukraine se bat pour engager son intégration à l'Europe, une majorité de Français déclare désormais ne plus avoir confiance dans le projet européen. Tout reste encore à construire : **si l'Europe a su faire la paix, la démocratie européenne est restée inachevée**, au risque d'une tentation au repli sur soi et peut être de nouveaux conflits. L'Union européenne est désormais l'institution politique dans laquelle les français ont le moins confiance, mais nous élu-e-s locaux ne sommes pas en reste. Le Conseil Régional qui se voyaient accorder majoritairement la confiance des Français, a aussi perdu de son aura. Les citoyens, jeunes ou moins jeunes, usés, assommés par l'austérité et la crise dont on leur rabat les oreilles, attendent des perspectives. Avons-nous la capacité d'y répondre ?

Cette crise de confiance est une conséquence des difficultés sociales, de la crise économique, de la dégradation de l'environnement qui usent notre démocratie. Comment vivre sa vie citoyenne quand la première préoccupation est de boucler les fins de mois ou trouver un emploi, comment se projeter dans l'avenir quand les conséquences de la pollution de notre planète bouleverse notre société.

Il est temps d'engager des politiques innovantes qui lient développement économique, environnement et social. La ré-industrialisation de nos territoires est par exemple une nécessité pour lutter à la fois contre le changement climatique et pour l'emploi. **L'avenir de la nouvelle industrie, c'est l'écologie !** L'industrie du XXIe siècle sera celle d'un éco-développement, elle dépassera le verdissement à la marge des anciennes industries ou de l'agriculture. Elle aura comme objectifs absolus d'éviter les gaspillages, de limiter la consommation d'énergie et les émissions de carbone, de diminuer le prélèvement des ressources et l'impact environnemental des productions,

d'assurer une vraie qualité de vie au travail. Un grand projet est nécessaire concernant les « grands secteurs stratégiques de la reconversion » : l'énergie, le bâtiment, la chimie verte et le recyclage, le ferroviaire le fluvial ou encore le naval. Il devra se faire par des politique publiques fortes, dotées de moyens ambitieux.

Cette politique est l'inverse du virage à 180° pris par le Président Hollande. En annonçant une nouvelle baisse des charges aux entreprises sans condition, il a oublié que la fiscalité était l'outil essentiel pour transformer l'économie. Oui, nous sommes favorables aux baisses d'impôts pour les entreprises qui s'engagent en faveur de l'environnement et du progrès social, mais nous refusons les cadeaux fiscaux sans contrepartie. **La décision du Président Hollande va marquer considérablement le quinquennat. Elle ouvre la porte aux revendications les plus libérales.** En effet, dans ces conditions pourquoi le MEDEF n'envisagerait il pas de faire une nouvelle fois plier le gouvernement sur la déréglementation du droit du travail. La FNSEA y est bien parvenu dans le domaine de l'environnement. Le recul sur le vote de la loi famille l'a encore démontré, **la politique du gouvernement se résume désormais de la façon suivante : « une manif' à droite, un renoncement à gauche ».**

Les grands patrons bretons l'ont parfaitement compris lorsqu'il a s'agit de préserver leurs intérêts sur l'éco-taxe. Ces mêmes grands patrons qui, tout en portant la confusion entre l'avenir de certaines entreprises et celle de la Bretagne, considèrent que le premier obstacle à la mondialisation est l'État et qu'il fallait mettre fin aux indésirables syndicats. Lorsque l'on donne raison à de tels discours, il ne faudra pas ensuite s'étonner si les mouvements les plus anti-européens, de droite comme de gauche, arrivaient en tête au Parlement.

Face au national-libéralisme de l'*institut de Locarn* imaginé d'abord pour défendre quelques intérêts particuliers, il nous faut réaffirmer l'idée de régionalisation. **Nous voulons une Bretagne forte dans une Europe fédérale, nous voulons une Bretagne dotés de moyens d'actions autonome, nous voulons un Parlement régional, car ils sont des outils au services de tous les bretons, de la solidarité et de l'écologie.** Les deux nouveaux volets du projet de loi de décentralisation doivent définir enfin une nouvelle architecture institutionnelle, plus efficace et équitable, qui nous permette de répondre aux innombrables défis de la transition écologique et sociale. Les modèles de nos voisins européens peuvent être source d'inspiration : tous ont donné à leurs régions une large autonomie. Le projet écologiste s'appuie sur trois principes qui visent une rénovation profonde de notre démocratie : la proximité, la solidarité – qui s'oppose à la logique libérale de mise en concurrence des territoires portés par les tenants de la métropolisation – la différenciation – c'est à dire la possibilité que les compétences et les formes d'organisation territoriales puissent varier d'une région à l'autre en fonction de leurs spécificités.

Nos régions devront aussi être redécoupées pour plus de cohérence et d'efficacité. Puisque François Hollande a annoncé sa volonté de revoir les limites régionales, alors chiche, allons y. **Engageons la réunification de la Bretagne.** Organisons les discussions avec les territoires des Pays de la Loire

pour repenser les limites des régions de l'Ouest, construisons le débat citoyen pour que la Bretagne et ses voisins prennent une dimension digne des Landers allemands tant vantés.

Nous aurons alors enfin les moyens d'engager ici en Bretagne une économie créatrice d'emplois qui mettent l'humain et l'environnement au centre de ses préoccupations ; de porter, promouvoir et faire vivre les langues de Bretagne porteuses d'une identité ouverte sur le monde, de construire une démocratie locale exemplaire qui associe pleinement le citoyen aux décisions pour réconcilier société civil et politique. C'est la seule façon de combattre aujourd'hui et demain les dangers de tous les conservatismes.